

Etat - Organisations paysannes : le Cncr réaffirme son attachement à un partenariat sincère

Wal Fadjri (Dakar)

9 Février 2005

Publié sur le web le 9 Février 2005

Ndakhté M. Gaye

De 2000, l'avènement de l'alternance, à 2005, les paysans déclarent constater une dégradation du partenariat Etat-organisations paysannes. Au point de la qualifier de "mort lente". Ils ne désarment pas pour autant.

Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr) veut un dialogue permanent avec l'Etat. Dans une résolution de son troisième congrès ordinaire qui a pris fin hier à la Chambre de commerce d'agriculture et d'industrie de Dakar, il réaffirme la "nécessaire collaboration avec l'Etat". Il estime que le partenariat avec l'Etat du Sénégal constitue "l'approche privilégiée pour agir positivement et efficacement dans le sens des préoccupations des exploitations familiales et de leurs organisations, conformément à ses principes d'action en vue de réaliser ses missions". Ce partenariat avec l'Etat, pour être pérenne et mutuellement avantageux, nécessite, à son avis, "le fonctionnement régulier de mécanismes de concertation entre l'Etat et les paysans". Ce qui n'est pas toujours le cas pour les paysans qui n'ont pas manqué d'en faire la remarque. "Malheureusement ces mécanismes de concertation semblent être en panne depuis l'année 2000", regrettent-ils. D'après eux, cette absence de concertation a conduit à des programmes spéciaux définis unilatéralement d'une année à une autre, à la privatisation de la Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (Sonacos) sans tenir compte de l'intérêt de plus de 70 % de la population.

Les paysans se disent convaincus, qu'à l'instar des autres catégories socio-professionnelles qui ont déjà été reçues par le Chef de l'Etat, qu'ils ont droit à autant d'égards et à une oreille plus attentive de la part des autorités.

Considérant l'invasion acridienne de cette année qui a quasiment touché toutes les régions du pays en y causant beaucoup de dégâts, sur les récoltes et les pâturages, ils demandent à l'Etat de trouver dans les plus brefs délais les moyens d'apporter une assistance conséquente aux populations et au cheptel qui en ont besoin. Sur la question de la privatisation "désastreuse" de la Sonacos, ils exigent du gouvernement l'ouverture de discussions sérieuses avec les Op.

Par ailleurs, les congressistes invitent le gouvernement à se pencher sur les problèmes brûlants de l'heure, notamment les licences de pêche et les importations massives de produits qui handicapent fortement le développement de l'agriculture surtout dans les domaines de l'élevage, de la culture de tomate industrielle, du riz, de l'horticulture, etc. Ils exhortent les Op à une forte mobilisation en vue de défendre leur intérêt et de ne pas se laisser suicider par l'Etat.

Ils réaffirment leur appartenance au mouvement paysan sous-régional (Roppa) et exhortent le bureau à oeuvrer pour le renforcement de cette organisation au niveau de l'espace Cedeao.